

**DIRECTION DE LA PROTECTION  
JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE**

DIRECTION INTER-RÉGIONALE  
GRAND-EST  
DE LA PROTECTION JUDICIAIRE  
DE LA JEUNESSE

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES**  
**Lot N°00 GENERALITES TOUS CORPS D'ETAT**

**RÉALISATION DE TRAVAUX**  
**Bâtiment AUXONNE**



**Sommaire**

00.1	DEFINITION DE L'OPERATION	3
00.2	MAITRISE D'OUVRAGE	3
00.3	CONTROLEUR TECHNIQUE	3
00.4	COORDONATEUR SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE	4
00.5	LISTE DES LOTS	4
00.6	ETUDES ET PLANS D'EXECUTION ET PLANS ATELIER ET DE CHANTIER	4
00.7	ETENDUE DES PRESTATIONS	4
00.8	OBJET DU CCTP	5
00.9	REGLEMENTS	6
00.10	EXECUTION DES TRAVAUX	7
00.11	PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX FOURNITURES ET MATERIAUX	7
00.12	CONNAISSANCE DES AUTRES CORPS D'ETAT - LIMITES DES PRESTATIONS	8
00.13	MOYEN DE LEVAGE	9
00.14	PERCEMENTS	9
00.15	RACCORDS - SCHELLEMENT	9
00.16	VERIFICATION DES COTES	9
00.17	CONSTAT D'ETAT DES LIEUX	9
00.18	NETTOYAGE DU CHANTIER	10
00.19	NUISANCE, BRUIT DE CHANTIER	10
00.20	ECHANTILLONS - MODELES - MAQUETTES	10
00.21	COLORIS	10
00.22	OBLIGATIONS VIS A VIS DES TIERS	11
00.23	REMISE DES OFFRES	11
00.24	DOCUMENTS A REMETTRE AVANT LE DEBUT DES TRAVAUX	11
00.25	DOCUMENTS A REMETTRE EN FIN DES TRAVAUX	12
00.26	ESSAIS - REGLAGES - ANALYSES COMPLEMENTAIRES	12
00.27	DETAIL DU PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE	13
00.28	SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS	13

**00.1 DEFINITION DE L'OPERATION**

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières a pour objet la description de travaux d'aménagement du bâtiment d'AUXONNE pour le compte de la Direction Grand Est de la Protection Judiciaire de la Jeunesse et du ministère de la justice

**00.2 MAITRISE D'OUVRAGE**

La maîtrise d'**OUVRAGE** est assurée par :

Ministère de la Justice.

Direction de la Protection Judiciaire de la Jeunesse Grand Est.

Représentant du Maître d'ouvrage : Madame la Directrice Interrégionale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse Grand Est.

**00.3 CONTROLEUR TECHNIQUE**

La mission de contrôle technique pour la présente opération est assurée par :

**SOCOTEC**

**RESPONSABLE D'AFFAIRE : M. EL MAHDI TAIEB**

Tél. 06 19 99 53 41

Email : [el-mahdi.taieb@socotec.com](mailto:el-mahdi.taieb@socotec.com)

Le rapport initial est joint au dossier de consultation des entreprises

## Généralités

### Lot N°00 GENERALITES TOUS CORPS D'ETAT

#### 00.4 COORDONATEUR SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE

La mission de coordination sécurité et protection de la santé pour la présente opération est assurée par :

**M. CORDIER - QUALICONSLT**

#### 00.5 LISTE DES LOTS

La liste des lots pour la présente affaire est la suivante :

CCTP Lot 1 : Electricité et câblage informatique
CCTP Lot 2 : Plomberie - Sanitaires
CCTP Lot 3 : Menuiseries extérieures aluminium
CCTP Lot 4 : Plâtrerie – isolation – menuiseries intérieures bois – peinture et finitions
CCTP Lot 5 : Portail et barrière motorisés
CCTP Lot 6 : Voirie Réseaux Divers – Aménagements extérieurs

#### 00.6 ETUDES ET PLANS D'EXECUTION ET PLANS ATELIER ET DE CHANTIER

L'Entrepreneur doit tous les plans d'exécution, d'implantation, de réservation, de fabrication et de détails ainsi que les notes de calculs correspondantes suivant les spécifications techniques et les plans du Maître d'Ouvrage, il est tenu de vérifier les cotes qui lui sont proposées.

Il est tenu de produire ces documents avant l'achèvement de la période de préparation et avant le commencement d'exécution, de mise en fabrication ou de commande de matériel de l'ouvrage considéré, ce, afin d'assurer une bonne coordination entre les corps d'état.

Les plans d'exécution et de détails seront cotés et feront apparaître les ouvrages dans lesquels ils s'insèrent avec figuration de tous les modes de liaison ou de fixation ainsi que les compléments nécessaires d'étanchéité, d'isolation et de rattrapage des tolérances d'exécution des ouvrages contigus.

#### 00.7 ETENDUE DES PRESTATIONS

L'Entrepreneur devra prévoir tous les travaux indispensables. Dans l'ordre général, il doit assurer le complet et le parfait achèvement des travaux prévus au dossier, l'Entrepreneur s'étant rendu compte des travaux à effectuer, de leur importance et de leur nature, et ayant suppléé par ses connaissances professionnelles aux détails qui pourraient être omis sur les plans ou devis.

Les Entrepreneurs adjudicataires doivent s'ils le jugent utile avant remise de leur offre, demander tous les renseignements complémentaires au Maître d'Ouvrage. -

Par leur soumission, les Entrepreneurs s'engagent à exécuter tous les travaux prévus ou non prévus sans qu'ils puissent se prévaloir d'une erreur ou d'une omission quelconque sur les dessins et dans le présent C.C.T.P. et sans que les Entrepreneurs puissent prétendre à aucune indemnité ni augmentation.

Les entreprises devront :

- Présenter, dès l'ouverture du chantier, un échantillonnage comprenant chaque modèle de

matériaux, d'appareils et appareillage proposé.

- Entretenir leurs ouvrages ou leurs installations en bon état de marche pendant un an à dater de la réception.
- Remédier aux anomalies constatées lors de la mise en service.
- Prévoir dans son projet le matériel nécessaire pour un bon fonctionnement des installations.
- Prendre connaissance de l'ensemble du descriptif et des plans et ne pourra faire état d'aucune omission dans la partie décrivant leur lot.
- Signaler par écrit au Maître d'ouvrage toute erreur ou omission qu'elles auraient pu constater.

Avant toute exécution, fournir pour approbation du Maître d'ouvrage, un dossier d'exécution, comprenant :

- Les plans d'installation indiquant les emplacements, marques et type de matériels utilisés.
- Les schémas techniques.
- Les plans de réservation.

En fin de travaux, fournir le DOE, à savoir :

- Un dossier complet en deux exemplaires papier mis à jour en fonction de l'exécution, et 1 exemplaire sous format informatique.
- Un exemplaire pour de coordonnateur SPS (pour le DIUO).
- Les schémas techniques.
- Les notices d'entretien et d'exploitation.

#### 00.8 OBJET DU CCTP

Le présent C.C.T.P. complète ou confirme les indications de plans. En cas de contradiction avec les dessins, la priorité est accordée au présent document.

Toutefois, si un ouvrage (ou une partie d'ouvrage) figurant aux dessins n'est pas mentionné dans ce document et si aucune indication de celui-ci ne précise qu'il est traité hors forfait ou qu'il est exclu du marché, il est alors implicitement compris dans le prix forfaitaire.

L'Entrepreneur devant étudier soigneusement, pour l'établissement de son offre, toutes les pièces du dossier y compris la description des ouvrages des autres corps d'état, il devra signaler toutes les anomalies, erreurs ou omissions qu'il aura relevé au cours de son étude et demander toutes les précisions utiles avant la remise de son offre.

Il ne pourra, s'il est chargé de travaux, se prévaloir de ces anomalies, erreurs ou omissions, pour justifier une demande d'augmentation du montant de son marché.

Il devra donc exécuter comme étant compris dans son marché tous les travaux ou fournitures accessoires au parfait achèvement des ouvrages envisagés.

Les Entrepreneurs certifient avoir eu en main tous les plans et dessins utiles et connaître les données du programme minimum imposé.

En aucun cas, les Entrepreneurs ne devront d'eux-mêmes apporter des modifications si minimes soient-elles aux documents figurés ou écrits qui leur seront remis, sans en faire part au Maître d'ouvrage avec justifications de ces modifications.

**00.9 REGLEMENTS**

Le présent C.C.T.P. définit dans ses grandes lignes la nature des ouvrages prévus et énonce les principales spécifications techniques imposées. Même s'ils ne sont pas rappelés dans le Dossier de Consultation des Entreprises, les réglementations en vigueur à la date de signature des marchés régissant les ouvrages et bâtiment doivent être connues et respectées par l'ensemble des entreprises.

Les ouvrages à exécuter devront répondre aux obligations résultant des textes suivants :

a) - Documents non joints au marché mais réputés connus de l'entreprise :

- Le règlement Sanitaire Départemental Type.
- Les Documents Techniques Unifiés (D.T.U.), les règles de calcul D.T.U. publiées par le C.S.T.B. ainsi que leurs annexes, les normes européennes de dimensionnement et de justification des structures de bâtiment et de génie civil (EUROCODES), modificatifs, additifs ou erratum, non concernés par les fascicules techniques susvisés.
- Les Cahiers des Clauses Spéciales (C.C.S.) rattachés aux D.T.U. et les mémentos pour la conception, publiés par le C.S.T.B.
- Les Cahiers des Charges pour l'exécution des ouvrages non traditionnels.
- Les Normes Françaises approuvées à la date d'exécution des travaux ; les matériaux et matériels utilisés devront être conformes aux Normes Françaises homologuées (N.F., AFNOR...).
- Les règles et règlements généraux E.R.D.F.
- Les règles et règlements généraux G.R.D.F.
- Les règlements de sécurité concernant la protection des travailleurs (décret Nov. 1962 et arrêté du 15.11.1971).
- Les règlements divers concernant la prévention, l'hygiène et la sécurité sur les chantiers.
- Les règlements concernant la protection et de salubrité applicable aux établissements dont le personnel exécute des travaux du bâtiment (décret du 08/01/65).

D'une façon générale, les règles et recommandations professionnelles relatives aux ouvrages ou partie d'ouvrage qui ne font pas l'objet de prescriptions au titre de l'ensemble des documents précédemment cités.

b) - Documents d'Administration Publique ou de Services Concédés :

- Les prescriptions et règlements locaux, départementaux et nationaux en vigueur : services municipaux, services de la voirie, de l'eau et de l'assainissement, service de sécurité incendie, service d'hygiène départementale, etc...
- L'Entrepreneur doit prendre contact avec tous les services concédés techniques intéressés afin d'avoir entièrement connaissance des conditions générales et particulières imposées pour la réalisation de ces ouvrages.

c) - Avis techniques - normes :

Les avis techniques et agréments devront avoir été délivrés par le C.S.T.B. depuis moins de trois ans et seront fournis au Maître d'ouvrage sur sa simple demande.

D'une façon générale, tout ouvrage non exécuté conformément aux spécifications suscitées sera refusé et refait aux frais de l'entreprise mise en cause.

d) - Matériaux et procédés non traditionnels :

Les matériaux et procédés non traditionnels devront bénéficier d'un avis technique favorable de la Commission Ministérielle dans la mesure où ledit avis technique a été accepté par l'assurance.

A défaut, les réalisateurs devront s'engager à fournir toute justification technique lui permettant

de formuler un avis.

Le fabricant du procédé non couvert normalement doit être titulaire d'une police d'assurance responsabilité décennale comportant en outre :

- La garantie des obligations auxquelles le poseur agréé par le fabricant peut être tenu dans les limites des Articles 1792 et 1792-2 du Code Civil pour les dommages matériels subis par la construction.
- Le maintien de cette garantie pour la durée de la responsabilité de l'Entrepreneur traitant.

#### 00.10 EXECUTION DES TRAVAUX

Les conditions générales d'exécution sont fixées par les documents administratifs réglementaires réputés connus de l'Entrepreneur.

Les propositions des Entrepreneurs devront tenir compte de tous les travaux nécessaires à la finition du projet dans le cadre de leur intervention et notamment :

- Les sujétions afférentes à l'exécution éventuelle de leur travail, en autant d'interventions que le nécessitera l'avancement du chantier pour le respect du calendrier d'exécution des travaux.
- La réfection des ouvrages défectueux constatés soit au cours de l'exécution, soit à la réception, tous les ouvrages dégradés doivent être démolis et repris dans les conditions précisées par ordre de service et sans incidence financière.
- La protection des arêtes et saillies, la protection contre le gel, la protection des divers revêtements avant mise en service.
- L'accessibilité des échafaudages pour chaque intervenant.
- L'évacuation des gravois en décharge agréée à recevoir les matériaux selon leur nature.
- La signalisation des machines et des points dangereux de chantier.
- La réfection des chaussées et des abords aux endroits ayant subi des dommages du fait de l'intervention d'un Entrepreneur.

#### 00.11 PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX FOURNITURES ET MATERIAUX

a) - Généralités :

Les matériaux, produits et composants de construction devant être mis en **œuvre**, seront toujours de 1ère qualité, suivant indications de provenance et type du descriptif.

Dans les cas où un matériau ou un produit est défini dans le descriptif par une marque nommément désignée et la mention "ou équivalent", les Entrepreneurs auront la faculté de faire agréer par le Maître d'ouvrage un produit d'une autre marque sous réserve que ce produit soit similaire et équivalent.

En aucun cas, l'Entrepreneur ne pourra substituer un matériau de son choix à un de ceux prévus au descriptif sans accord du Maître d'ouvrage

Les matériaux et produits étrangers sont autorisés sous réserve de répondre aux Normes du R.E.E.F., d'être équivalents aux produits français similaires et d'être agréés par le Maître d'ouvrage

- Prescriptions concernant les matériaux en général :

Tous les matériaux seront neufs et de 1ère qualité en l'espèce indiquée.

Les matériaux quels qu'ils soient, ne devront en aucun cas présenter des défauts susceptibles d'altérer l'aspect des ouvrages ou de compromettre l'usage de la construction.

Dans le cadre des prescriptions du descriptif, le Maître d'ouvrage aura toujours le droit absolu de désigner la nature et la provenance des matériaux qu'il désire voir employer et d'accepter ou de refuser ceux qui lui sont proposés.

**b) - Agrément - Essais - Analyses :**

Pour tous les matériaux et objets fabriqués soumis à un "Avis technique" du C.S.T.B., l'Entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des matériaux titulaires de cet "Avis Technique" et il devra toujours être en mesure, à la demande du Maître d'ouvrage, d'en apporter la preuve. L'Entrepreneur sera également tenu de produire à toute demande du Maître d'ouvrage, les procès-verbaux d'essais ou d'analyses de matériaux établis par des organismes qualifiés. A défaut de production de ces procès-verbaux, le Maître d'ouvrage pourra prescrire des essais ou analyses sur prélèvements, qui seront entièrement à la charge de l'Entrepreneur.

Indépendamment de leur conformité aux normes, les matériaux et matériels, appareils et appareillages de toute nature, seront toujours de première qualité et mis en œuvre selon les règles de l'art.

Les spécifications de marques commerciales ou de qualité indiquées dans les C.C.T.P. seront impérativement respectées, elles constituent la base minimale exigée.

Pendant la période de préparation qui suivra la signature du marché, les Entrepreneurs pourront proposer par écrit, au Maître d'Ouvrage, des prestations dites "similaires" ou "équivalentes", sans incidences financières et toujours présentées en accompagnement des prestations de base afin de permettre la comparaison et de faciliter le choix.

Passé ce délai et en cas où le Maître d'Ouvrage ne jugerait pas le produit similaire, équivalent ou satisfaisant, il sera fait obligation de fournir et poser le produit de référence.

Sans accord préalable, en cas de mise en œuvre de matériaux, matériels, etc... de marque différente ou de qualité moindre, les Entrepreneurs concernés en devront le remplacement. En cas d'impossibilité, il sera appliqué une pénalité équivalente au préjudice subi par le Maître d'Ouvrage.

**00.12 CONNAISSANCE DES AUTRES CORPS D'ETAT - LIMITES DES PRESTATIONS**

Les Entrepreneurs sont réputés avoir pris connaissance des sites, lieux, terrains d'implantation des sujétions relatives aux moyens de communication et de transport, au stockage des matériaux, aux fournitures en énergie électrique, eau, à l'éloignement des décharges publiques ou privées, etc...

Enfin, les Entrepreneurs doivent avoir recueilli auprès des services publics ou de caractère public (Direction Départementale des Territoires - Services Municipaux - Service des Eaux - ENEDIS - G.R.D.F. - Orange - etc...) tous les renseignements pouvant être donnés par ces services et nécessaires à une parfaite exécution des travaux sans aucun dommage pour elles.

Il appartient à l'Entrepreneur de chaque lot, de prévoir en fonction des limites de prestations figurant dans les C.C.T.P. particuliers à chaque corps d'état, tous les travaux nécessaires au parfait achèvement de la construction projetée conformément aux Règles de l'Art et réglementations en vigueur, même ceux non mentionnés sur les plans ou C.C.T.P. dès que la fourniture et mise en œuvre sont nécessaires au parfait achèvement des ouvrages.

En cas d'omission, d'imprécision, et ce, quel que soit le corps d'état, chaque entreprise doit le signaler au Maître d'ouvrage dès le stade de l'appel d'offres.

Passé le délai de cinq jours avant la date de remise des prix, il est considéré que les travaux découlant d'omission ou d'imprécision, sont à la charge des entreprises, chacune d'elles ayant à sa charge les travaux dont la nature concerne leur propre lot ; en cas de travaux pouvant être affectés à plusieurs lots, ceux-ci seront répartis au prorata des lots concernés.

Le présent C.C.T.P. et les plans se complètent réciproquement pour décrire les travaux sans que les Entrepreneurs puissent faire état, après remise de leur offre, d'une discordance éventuelle qu'ils n'auraient pas signalée en temps utile.

Le Maître d'ouvrage reste seul juge de l'interprétation en cas de discordance entre deux ou plusieurs documents.



Les Entrepreneurs devront donc prévoir dans leur prix le montant des travaux indispensables à la bonne terminaison des ouvrages dans l'ordre général et par analogie avec ce qui est décrit, en accord avec le Maître d'ouvrage

Tous les détails de construction et tous les ouvrages annexes nécessaires à la bonne terminaison de l'ouvrage, complètement décrits ou non, font partie intégrante du prix global.

Tout ouvrage figurant aux plans et non décrits au C.C.T.P. ou vice-versa est formellement dû.

### **00.13 MOYEN DE LEVAGE**

L'entrepreneur devra inclure dans son offre et en vue des accès de chantier ses propres moyens de levage éventuels pour mise en place de ses éléments.

### **00.14 PERCEMENTS**

Chaque lot devra prévoir les percements trous et saignées nécessaires à ses travaux.

L'entrepreneur réalisera le plan d'implantation et les indications de dimensions de toutes leurs réservations, étant bien entendu que les fourreaux et ancrages divers sont à la charge du bénéficiaire.

Le plan de réservation sera à fournir durant la période de préparation au Maître d'ouvrage

Dans tous les autres matériaux, les Entrepreneurs intéressés doivent et exécutent les percements et travaux nécessaires au passage et à la fixation de leurs ouvrages, y compris les scellements, bouchements et raccords, sauf spécifications contraires introduites dans la description de certains ouvrages particuliers.

Il est bien entendu que les performances des parois traversées ne doivent pas être diminuées par les ouvrages induits par le paragraphe précédent. Au besoin, tous dispositifs nécessaires sont à prévoir pour conserver ces performances.

### **00.15 RACCORDS - SCELLEMENT**

Tous les scellements, raccords et calfeutrements seront exécutés en ciment par les Entreprises intéressées à leurs frais, sauf dérogations spéciales.

L'usage du plâtre est formellement interdit, tant pour les scellements que pour les rebouchements et les ragréages divers dans les parties d'ouvrages en maçonnerie ou en béton armé.

Les raccords de carrelage et faïence seront exécutés par le carreleur aux frais des Entreprises concernées sauf si celles-ci ont placé des fourreaux en attente avant la mise en œuvre de leurs travaux. Il en est de même des revêtements de faïence.

### **00.16 VERIFICATION DES COTES**

L'Entrepreneur doit vérifier les cotes indiquées sur les plans.

Pendant l'exécution des travaux, aucune cote ne devra être prise à l'échelle sur les plans.

L'Entrepreneur doit s'assurer sur place, avant toute exécution, de la possibilité de suivre les cotes et autres indications portées sur les plans. En cas de doute, il en référera au Maître d'ouvrage

### **00.17 CONSTAT D'ETAT DES LIEUX**

Les entreprises prendront possession des lieux dans l'état.

Elles seront censées connaître parfaitement les lieux et la nature des ouvrages existants à conserver.

#### 00.18 NETTOYAGE DU CHANTIER

Chaque entreprise intervenante assurera le nettoyage permanent du chantier au moment de leurs interventions ainsi que l'évacuation des gravats pour son lot.

- Fréquence : autant de fois que nécessaire, à l'appréciation de la maîtrise d'ouvrage.

Par temps de pluie ou pour toutes autres causes, le nettoyage des abords du chantier et des voies d'accès sera réalisé autant de fois qu'il sera nécessaire afin d'éviter tous accidents provenant du fait des chaussées rendues glissantes ou en mauvais état.

En conséquence, l'Entrepreneur du lot restera seul responsable des accidents liés au mauvais entretien des abords qui pourraient se produire soit au personnel employé sur le chantier, soit à tout autre tiers et il sera tenu de réparer tous dommages résultant de l'inobservation de ces règlements du fait de sa négligence.

Chaque lot assurera l'enlèvement de ses propres gravats.

En fin de travaux l'entreprise réalisera un nettoyage afin que le chantier soit propre pour la réception des travaux. En cas de mauvais nettoyage ou de **non-respect** des consignes de propreté le nettoyage final du chantier à l'intérieur du bâtiment sera réalisé par une **entreprise spécialisée** à charge du lot.

#### 00.19 NUISANCE, BRUIT DE CHANTIER

La proximité d'habitations conduit à limiter le niveau des bruits aux limites du chantier.

Seul l'emploi d'engins à moteurs thermiques insonorisés est autorisé.

L'Entrepreneur satisfait en outre au cours de l'exécution des travaux au maintien de l'environnement du chantier dans un état ne portant pas atteinte à son utilisation normale par les riverains, ni préjudice à la salubrité publique. Il satisfait à toute observation de la part des services municipaux ou autres relatives au maintien de l'environnement du chantier.

#### 00.20 ECHANTILLONS - MODELES - MAQUETTES

Il est précisé que les Entrepreneurs sont tenus de présenter à l'approbation du Maître d'ouvrage avant toute fabrication ou mise en œuvre, tous les échantillons, modèles, maquettes, profils d'ouvrages de toute nature, etc... jugés indispensables et de procéder, s'il y a lieu, à toutes les modifications nécessaires demandées par le Maître d'ouvrage jusqu'à complet accord de celui-ci. En outre, après arrêt du choix sur les fournitures et matériaux proposés par les entreprises, il sera conservé au chantier et ce, pendant toute la durée des travaux, un échantillon témoin de toutes les fournitures retenues.

Sur chacun de ces échantillons une étiquette indiquera la référence de l'article du C.C.T.P. correspondant.

#### 00.21 COLORIS

D'une manière générale et pour les corps d'état, les différents coloris des matériaux ou du matériel à mettre en œuvre seront choisis dans la gamme des produits des différents fabricants par le Maître d'ouvrage

En aucun cas les entreprises ne pourront prétendre à une plus-value de prix suite au choix des coloris.

**00.22 OBLIGATIONS VIS A VIS DES TIERS**

Toutes interventions rendues obligatoires, du fait de la nature des travaux, par l'intermédiaire d'une propriété voisine se fera en accord avec les tiers et les différents intervenants.

Toutes les démarches seront à la charge des Entreprises concernées.

A la fin des travaux, les Entreprises devront faire la remise en état des lieux tel qu'au démarrage et à la prise de possession du chantier.

**00.23 REMISE DES OFFRES**

- Les entreprises soumissionnaires devront impérativement répondre au marché de base, sous peine de voir leur offre refusée.

- Choix des matériaux :

Les matériaux et produits indiqués au C.C.T.P. ont été choisis pour leurs caractéristiques techniques, leur comportement au feu, leur aspect esthétique ou leur qualité.

Les entreprises indiqueront dans leur offre la marque des produits qu'elles proposent, ils devront être à qualités et caractéristiques comparables à celles préconisées.

Elles auront également à fournir les fiches techniques et avis techniques de chacun des matériaux proposés, notamment les procès-verbaux de réaction au feu.

Le choix définitif sera arrêté par le Maître d'ouvrage et tout produit ne faisant pas l'objet d'avis technique ou n'étant pas couvert par une assurance sera écarté du choix.

- Présentation des offres :

Elles répondront obligatoirement en reprenant la numérotation des tâches suivant les quantitatifs fournis et pourront décomposer plus largement chaque poste, si elles le jugent nécessaire.

**00.24 DOCUMENTS A REMETTRE AVANT LE DEBUT DES TRAVAUX**

a) - Fourniture des documents :

Toutes les entreprises sont tenues de fournir pendant la période de préparation, en 3 exemplaires dont un sur support informatique, tous les documents d'exécution tels que plans, schémas, détails de mise en œuvre, notes de calculs, spécifications et notices des matériaux ou procédés non traditionnels, P.V. de classement et d'essais des matériaux, etc...

Un délai de 15 jours calendaires est nécessaire pour l'examen des plans envoyés à cadence normale et continue. Ces plans, avant toute mise en œuvre, seront soumis à l'agrément du Maître d'Ouvrage. Cet agrément ne diminue en rien la responsabilité de l'entreprise. Ces documents doivent respecter les dispositions prévues sur les plans et C.C.T.P.

L'Entrepreneur est tenu de présenter, les dessins d'ensemble et de détails nécessaires pour l'exécution, cotés avec le plus grand soin. Les plans seront établis en accord avec les Entrepreneurs et les fournisseurs.

Les travaux ne seront en aucune façon commencés si l'entreprise du présent lot n'a pas reçu l'accord des concepteurs sur ses documents et, d'autre part, avoir reçu de ce dernier le rapport favorable indispensable vis-à-vis des assurances.

Pour tous les matériaux mis en œuvre sur le chantier, un exemplaire des fiches techniques et des avis techniques devra être communiqués au Maître d'Ouvrage.

b) - Modifications intervenant par rapport au dossier initial :

Toutes modifications aux plans ou C.C.T.P. sont à soumettre, pour avis, au Maître d'Ouvrage

avant toute commande ou exécution.

c) - Echantillons :

Les Entrepreneurs devront passer commande des matériaux et produits de fabrication dès qu'ils recevront l'ordre de service mais soumettront au Maître d'Ouvrage au préalable et en temps compatible avec un délai de commande sans retard tous échantillons utiles et ce, avant de commencer tous travaux.

Le Maître d'ouvrage réserve le droit de refuser tous les matériaux ou produits qui ne lui auraient pas été présentés.

Seront dus à la demande du Maître d'Ouvrage tous les échantillons nécessaires à la présentation ou à la mise au point d'un ouvrage particulier. Les échantillons ou modèles acceptés resteront entreposés au chantier en vue de contrôle de la qualité de l'exécution des ouvrages mis en œuvre.

## **00.25 DOCUMENTS A REMETTRE EN FIN DES TRAVAUX**

Huit jours calendaires avant la réception des travaux, chaque entreprise remettra au Maître d'ouvrage un dossier complet papier mis à jour en fonction de l'exécution, 1 exemplaire sous format informatique et un exemplaire pour le coordonnateur SPS (pour le DIUO).

- Plans des ouvrages exécutés mis à jour en fonction des équipements réalisés (différents de la phase DCE s'il y a eu des modifications sur chantier) : plan de récolement.

- L'ensemble des notes de calcul.

- Les fiches techniques des produits ou matériaux utilisés (avis technique).

- Les schémas et plans des installations d'électricité, plomberie, chauffage, ventilation, réseaux divers.

- La notice d'exploitation, de maintenance ou d'entretien.

- La nomenclature complète de tout le matériel mis en place.

- Les certificats de tous les appareils.

## **00.26 ESSAIS - REGLAGES - ANALYSES COMPLEMENTAIRES**

Il est rappelé, aux Entrepreneurs, l'obligation de procéder (ou faire procéder aux sous-traitants), pendant la période d'exécution des travaux, aux vérifications techniques et essais qui leur incombent aux termes de la loi du 4 Janvier 1978.

Les Entrepreneurs devront, dans leurs offres, définir les programmes de contrôles et essais internes en précisant les dispositions prévues sur chantier pour en assurer le respect.

Ces essais et vérifications de fonctionnement sont répertoriés dans les documents techniques COPREC n° 1, les PV étant rédigés suivant les modèles du supplément spécial 82-51 bis publiés au Moniteur du 17 Décembre 1982.

Si ces essais font apparaître des résultats inférieurs aux minimas, l'Entrepreneur concerné fera exécuter une étude à ses frais par un laboratoire spécialisé, et les remèdes préconisés seront appliqués pour la suite du chantier sans modification du prix global et forfaitaire. Si ces essais font apparaître des malfaçons ou une mauvaise qualité, l'Entrepreneur doit les démolitions des parties sujettes à caution et leur reconstruction à ses frais.

Les frais de toute nature nécessités par les essais et réglages des diverses installations sont à la charge de l'Entrepreneur et notamment les honoraires dus aux techniciens ou autres intervenants. Dans le cas où l'Entrepreneur ne pourrait pas tenir les garanties de bonne construction et de distribution, ou si les essais en marche normale ne sont pas satisfaisants, tous remplacement, modifications devront être faits en évitant d'entraver la bonne marche des installations.

Après exécution des travaux imposés, il fera procéder à de nouveaux essais nécessaires. Si ceux-ci ne sont pas satisfaisants, l'installateur devra y remédier dans les plus courts délais. De toute

## **Généralités**

### **Lot N°00 GENERALITES TOUS CORPS D'ETAT**

façon, l'installation devra donner toute satisfaction dans tous les éléments.

En complément des essais et analyses définis par les normes et prescriptions techniques, le Maître d'ouvrage pourra demander à un organisme agréé, de procéder à des essais particuliers dont les frais seront à la charge des Entrepreneurs concernés en cas de résultats défavorables. Les frais d'une opération de contrôle comprennent la préparation des lots, des éprouvettes, les essais et analyses en laboratoire, les installations des appareils, manutentions, transport, main d'œuvre, études, rédaction et diffusion des PV, etc...

#### **00.27 DETAIL DU PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE**

Se reporter à l'article 3 du CCAP.

#### **00.28 SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS**

L'Entrepreneur devra prévoir toutes les sujétions relatives à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs conformément à la loi du 31 décembre 1993 et à son décret d'application du 26 décembre 1994.

Il se conformera aux recommandations du Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé.